



**UNION SYNDICALE REGIONALE
DE L'AGROALIMENTAIRE ET DES FORÊTS
CGT RHONE ALPES**

Déclaration Chambre d'Agriculture de l'Isère, 5 avril 2024

Les ouvriers et ouvrières agricoles subissent chaque jour, dans l'opacité, le mépris patronal, la surexploitation et des conditions de vie et de travail dégradées. Ils sont ceux dont personne ne parle et qui pourtant, par leur force de travail et leur niveau de qualification, permettent de faire vivre un secteur économique essentiel pour la nation.

Loin d'être résignés, les salariés agricoles avec leur syndicats CGT refusent d'être invisible et mènent la lutte pour contrer les mauvais coups patronaux et gagner les légitimes revendications.

Nous sommes présents aujourd'hui devant la Chambre d'agriculture de l'Isère suite à une deuxième annulation de commission mixte paritaire (en 2 mois) par la Fdsea et les employeurs, pour rappeler les conditions de vie et d'exploitation des salariés agricoles et notamment des gardiens de troupeaux

En effet, par annulation et une diversion honteuse, la Fdsea38, en apportant des arguments fallacieux tente de museler l'expression collective des travailleurs dans la presse. Elle souhaite continuer d'invisibiliser les salariés surexploités pour continuer de les maintenir dans la misère. Elle a le même comportement que tout employeur dans une entreprise en période de négociation ! La Fdsea nous accuse calomnie et de mensonge alors que nous partons des réalités concrètes vécues par les salariés. Salaires de misères, précarité, heures supplémentaires et temps de travail non rémunéré, augmentation des pratiques de travail dissimulé (salaires non payés alors que

des heures de travail ont été réalisés), non reconnaissance des qualifications, non reconnaissance des accidents du travail, conditions de logement indignes.... OUI, il suffit de visiter quelques logements et de regarder quelques fiches de payes et nos propos seront confirmés !

Pour vous donner un élément du comportement et des zones de non droit créer par les employeurs. Seulement 3% des contrôles de l'inspection du travail ont lieu en agriculture mais 25% des agressions recensés envers l'inspection du travail ont lieu en agriculture. Vous vous imaginez donc la difficulté pour un salariés de faire respecter ses droits.

La Cgt demande biensûr le renforcement de tous les services d'inspection du travail et la présence d'un inspecteur du travail lors de toutes les commissions mixtes paritaires en Isère.

Autre élément, ceux qui ont revendiqué l'arrêt de la mise en concurrence des agriculteurs européens, se félicitent de la mise en concurrence des salariés. En effet, la FNSEA et des FDSEA se sont félicités du classement des métiers de l'agriculture comme métiers dit « en tension ». Ce qui leur permettrait à l'embauche de favoriser encore plus le dumping social, de rétablir les filières d'esclave et la mise en concurrence des travailleurs d'où qu'ils viennent.

Pour détourner l'attention et ne pas être mis face à ces responsabilités, la Fdsea 38 demande à reporter les réunions de négociations. C'est donc bien la Fdsea38 qui doit revenir discuter.

La Fdsea38 n'aura pas ce qu'elle souhaite, des salariés à genoux qui écoutent gentiment leurs maitres donnés quelques miettes, ce n'est pas notre conception de la négociation. S'il le faut, nous sommes prêts à engager un « bras de fer » si la Fdsea ne veut pas négocier autour d'une table et se comporte comme elle le fait.